

Unité départementale des Yvelines  
Pôle Ouest Elevages  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 20/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **JARDIN D'ACCLIMATATION**

BOIS DE BOULOGNE  
75016 Paris

Code AIOT : 0057500026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement JARDIN D'ACCLIMATATION implanté BOIS DE BOULOGNE 75016 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JARDIN D'ACCLIMATATION
- BOIS DE BOULOGNE 75016 Paris
- Code AIOT : 0057500026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Jardin d'acclimatation est un établissement de présentation au public d'espèces non domestiques relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des ICPE fonctionnant sous le régime de l'autorisation (seul régime prévu de cette rubrique).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article L.511-9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	/	Demande d'action corrective	6 mois
6	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57, 58 et 59	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conduite de l'élevage	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60	/	Sans objet
8	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 61	/	Sans objet
9	Information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 62	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prochaine régularisation de la situation administrative de l'établissement par le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale est l'occasion pour l'exploitant de balayer l'ensemble de la réglementation ICPE applicable afin de mettre en conformité ses installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article L.511-9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Classement ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES</p> <p>[...]</p> <p>Rubrique : 2140</p> <p>Désignation de la rubrique : Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondants aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ;</li><li>- présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code de l'environnement ;</li><li>- présentation au public d'arthropodes.</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'équipe d'inspection précise à l'exploitant que la non-conformité n° 20230608-NC-1 concernant la situation administrative de l'établissement (absence d'arrêté d'autorisation d'exploiter l'établissement) est reconduite avec un délai de résolution de 3 mois.</p> <p>Il convient désormais, après les échanges avec l'Inspection des installations classées, que l'exploitant transmette son dossier de régularisation.</p> <p><b>Non-conformité n° 20260126-NC-1 :</b> L'établissement constitue un établissement zoologique à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère relevant de la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées instaurée par l'article L511-2 du Code de l'environnement. Ce type d'établissement est soumis au régime de l'autorisation mais n'a pas fait l'objet d'une autorisation environnementale conformément aux dispositions de l'article L181-1 du Code de l'environnement.</p> <p>En l'absence d'autorisation, l'exploitant doit transmettre un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser sa situation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Conduite de l'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Elevage, alimentation, stockage, préparation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.</p> <p>La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant déclare disposer d'un réfrigérateur dédié au stockage de l'alimentation des animaux, ainsi que d'un second réfrigérateur destiné au stockage des produits vétérinaires.</p> <p>Il précise également que le stockage des aliments au sein de la volière est assuré au moyen d'un congélateur.</p> <p>Dans ce bâtiment, l'exploitant indique que le suivi des températures est réalisé à l'aide d'un pistolet de mesure. Les relevés sont effectués quotidiennement et consignés sur un tableau de suivi apposé sur chacun des équipements de conservation des aliments.</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence effective de ces tableaux de suivi sur l'ensemble des appareils concernés.</p> <p>Par ailleurs, l'équipe d'inspection constate la présence d'un congélateur et d'une chambre froide dans le bâtiment technique dédié aux « animaux de la ferme ». La traçabilité des températures y est assurée selon les mêmes modalités que dans le bâtiment « volière ». Les relevés de température sont toutefois réalisés au moyen de thermomètres intégrés aux équipements.</p> <p><b>Au regard de l'ensemble des éléments constatés, l'équipe d'inspection considère que la non-conformité n° 20230728-NC-2 a fait l'objet d'actions correctives et peut être considérée comme levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Limitation des conséquences de pertes de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manipulation de produits dangereux ou polluants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.[...]
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate que l'ensemble du parc de machine d'entretien des espaces verts de l'exploitant a été changé et fonctionne désormais à l'énergie électrique. Le seul équipement thermique demeurant dans l'établissement, d'après les dires de l'exploitant, est un microtracteur. L'exploitant précise que les ravitaillement en carburant de ce matériel sont réalisés en dehors de l'établissement, en station-service. L'équipe d'inspection ne constate pas de stockage de carburant ni de traces de perte de confinement dans les lieux qu'elle a pu visiter, notamment aux abords des bâtiments de stockage du matériel d'entretien des espaces verts.
<b>La non-conformité n° 20230728-NC-3 est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Formation au poste
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. [...]
<b>Constats :</b> Le personnel de l'établissement n'ayant plus à conduire de ravitaillement en carburants au droit de l'établissement (cf. fiche de contrôle n°3), la formation du personnel qui avait été requise pour permettre de conduire cette activité de façon respectueuse de l'environnement n'a plus d'utilité.
<b>La non-conformité n° 20230728-NC-4 est levée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
<b>Thème(s) :</b> Élevage, prévention du contact animaux-visiteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces. Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité n° 20260126-NC-2 :</b> Aucun espace de sécurité ne sépare le public de la volière, permettant à ce dernier de glisser les doigts entre les mailles du grillage et donc d'avoir un contact avec les animaux. L'exploitant doit sous 6 mois établir un espace de sécurité prévenant tout contact entre le public et les animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Information du public sur la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57, 58 et 59
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Education et sensibilisation du public, Informations espèces et générales
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 57 :</b> Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en œuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.  <b>Article 58 :</b> Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées : <ul style="list-style-type: none"><li>- nom scientifique ;</li><li>- nom vernaculaire ;</li><li>- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;</li><li>- répartition géographique ;</li><li>- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;</li></ul> ainsi que, le cas échéant :

- statut de protection de l'espèce ;
- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;
- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.

#### **Article 59 :**

Les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa considération.

L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. [...]

#### **Constats :**

L'activité de présentation au public d'animaux de la faune sauvage captive est très limitée au sein de l'établissement avec une grande volière et un enclos. Aussi, les moyens mis en oeuvre par l'exploitant pour répondre aux dispositions des articles 57 à 59 sont-ils limités.

Les renseignements mis à la disposition du public tiennent sur deux typologies de panneaux, l'une résumant les informations de chaque espèce présentée et l'autre présentant une brève description de la zone géographique de provenance des sujets présentés.

**Non-conformité n° 20260126-NC-3 :** l'infographie de l'établissement fournit des informations incomplètes s'agissant des espèces présentées : leur statut de protection, les menaces pesant sur leur conservation et les actions entreprises en faveur de cette dernière sont manquantes.

L'exploitant doit sous 6 mois procéder à la mise à jour des informations mises à la disposition du public au moyen de son panneautage en veillant à sa complétude.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### **N° 7 : Information du public sur la biodiversité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60

**Thème(s) :** Élevage, Validité des informations

#### **Prescription contrôlée :**

Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

#### **Constats :**

L'exploitant déclare que la validité des informations délivrées au public est contrôlée par le réseau CANOPE qui est l'opérateur du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et



de la Recherche chargé de la formation des enseignants.
Cette validité est contrôlée tous les 3 à 5 ans, rythme de révision des programmes scolaires.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection des installations classées s'interroge sur la pertinence du choix du réseau CANOPE pour le contrôle de la cohérence des données zootechniques délivrées au public.</p> <p>Si le volet pédagogique est certainement bien traité, il serait pertinent que l'exploitant confirme la solidité scientifique de cette validation, et détermine une fréquence de révision fixe de ces données.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Information du public sur la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 61
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Accueil groupes scolaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare déléguer au réseau CANOPE la constitution des programmes d'activités et des documents pédagogiques à l'intention des élèves. L'exploitant montre à l'équipe d'inspection un exemple de ces documents et déclare que leur renouvellement est assuré à chaque révision des programmes scolaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Information du public sur la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 62
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Spectacles et animations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les spectacles ou les animations effectués au sein des établissements avec la participation d'animaux doivent contribuer à la diffusion d'informations se rapportant à la biologie de ces animaux et, le cas échéant, à la conservation de leur espèce.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne pas organiser de spectacle ou d'animation avec la participation des animaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite